

Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture

Accord économique et commercial global (AECG)

Lors du séjour du commissaire au Commerce de l'UE, M. Karel De Gucht, au Mexique, du 12 au 14 novembre, l'agence Reuters lui a demandé ce qui se passait avec l'AECG, à quoi M. De Gucht a répondu : « [TRADUCTION] J'espère que nous sommes tout près de conclure un accord. Nous avons de part et d'autre un désir très net de parvenir à une entente avant la fin de l'année ».

Cette déclaration a incité d'aucuns à prétendre déjà que l'UE et le Canada ne seront pas en mesure de combler les écarts qui demeurent lors de la Conférence ministérielle des 22 et 23 novembre afin de conclure l'AECG d'ici la fin de l'année.

Le commissaire De Gucht a assuré qu'il continue d'avoir bon espoir que les pourparlers soient conclus avant l'année prochaine, mais il a prévenu ses homologues européens de ne pas avoir des attentes trop élevées à l'égard de la prochaine réunion ministérielle. « [TRADUCTION] Nous ne devrions pas nous bercer d'illusions [...] il reste toujours un certain nombre de questions difficiles à régler. Je ne promets donc rien ».

Le commissaire au Commerce de l'UE rencontrera le ministre du Commerce du Canada, M. Ed Fast, le 22 novembre, tandis que le commissaire à l'Agriculture, M. Dacian Cioloș, rencontrera le ministre de l'Agriculture du Canada, M. Gerry Ritz, afin d'apporter la dernière touche aux questions politiques qui restent sur la table.

Selon certaines sources, il est prévu que les ministres discutent des enjeux suivants : accès aux marchés agricoles, droits de propriété intellectuelle (brevets pharmaceutiques et indicateurs géographiques), marchés publics, investissement (accès aux marchés et protection), services (financiers, culturels et mode 4, c.-à-d. mouvement transfrontalier de professionnels), automobile (contingents tarifaires, règles d'origine, normes).

La Conférence ministérielle pourrait être prolongée jusqu'au 23 s'il est possible de parvenir à un accord. Qui plus est, la Commission a prévu une réunion le 23 novembre avec ses membres afin d'examiner l'état des négociations. Si les deux parties ne sont pas en mesure de parvenir à un accord à la fin de la Conférence ministérielle, la Commission ne demandera plus aux ministres du Commerce de trancher à l'égard d'une entente lors de la réunion du Conseil du 29 novembre. Au lieu de cela, elle demanderait plus de temps pour conclure les négociations et dans ce cas, elle se contenterait de recueillir l'avis et l'orientation des ministres sur les prochaines étapes.

Les États membres de l'UE sont également prudents à l'égard du résultat éventuel de la conférence ministérielle de cette semaine, citant le nombre de questions difficiles qui sont encore sur la table. « [TRADUCTION] Pour ce qui est des règles d'origine, par exemple, le Canada et l'UE campent sur deux planètes différentes », a déclaré une source. Selon le commissaire De Gucht, la Conférence ministérielle des 22 et 23 novembre « sera la dernière occasion de démêler la situation et d'effectuer l'arbitrage politique nécessaire ».

Réunion informelle de négociations sur l'agriculture

Le président des négociations sur l'agriculture, l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, M. John Adank, a convoqué les délégués à une réunion ouverte, le 16 novembre, afin de les informer des consultations qu'il a entreprises au cours des quelques dernières semaines sur les problèmes du texte sur le projet de modalités de 2008 qui pourraient être réglés dans le cadre de l'ensemble de récolte hâtive, en même temps que la facilitation des échanges et un groupe de questions axées sur le développement, notamment la flexibilité dans le traitement spécial et différencié (TS et D) pour les pays en développement, lors de la 9^e Conférence ministérielle qui doit se dérouler à Bali, en décembre 2013. C'est en ayant cet objectif à l'esprit que le Brésil, au nom du G-20, groupe de pays en développement, a déposé deux documents informels en septembre dernier sur l'administration des CT et la concurrence à l'exportation.

L'ambassadeur Adank a déclaré qu'il a remarqué que, malgré certaines hésitations, les membres considèrent en général que la conclusion d'un accord précoce sur l'agriculture, en même temps que sur d'autres sujets qui font actuellement l'objet de pourparlers comme récolte hâtive, est très importante pour l'avenir. Par conséquent, il a loué la volonté des délégations de s'engager dans ces consultations sur l'administration des CT, « [TRADUCTION] même si les consultations ont, comme il fallait s'y attendre, révélé un ensemble de sensibilités ».

« [TRADUCTION] Je dois dire en toute équité que je n'ai pas entendu un seul membre prononcer le mot « non » à l'égard de l'idée que l'administration des contingents tarifaires (CT) puisse faire partie d'un ensemble plus vaste de décisions afférentes à Doha qui seront reportées à l'année prochaine, même si je ne peux pas affirmer avoir entendu un « oui » sans réserve à l'égard de la proposition particulière du G-20 », a déclaré l'ambassadeur Adank à l'ensemble des membres.

Dans son document, le G-20 demandait que le Secrétariat de l'OMC effectue des études actualisées sur l'administration des CT et plus particulièrement sur les pourcentages d'utilisation entre 2002 et 2011. Le groupe a également produit une communication « de compréhension » sur l'administration des CT en conformité de l'article 2 de l'Accord sur l'agriculture, aux termes de laquelle les problèmes de la sous-utilisation persistante des CT (c.-à-d. lorsque les taux d'utilisation sont inférieurs à 65 % pendant 3 années consécutives) seraient analysés par l'OMC afin de déterminer si le problème est imputable à la conjoncture du marché ou à la façon dont les CT sont administrés, auquel cas on peut demander au pays de changer la façon dont les CT sont administrés.

Lors de la réunion ouverte, de nombreux pays, à commencer par les membres du G-20 et du Groupe de Cairns dirigé par l'Australie, ont apporté leur soutien à la proposition, bien qu'ils aient souhaité que les disciplines proposées soient plus ambitieuses. Certains pays ont insisté que l'administration des CT, considérée comme l'un des rares enjeux figurant dans le projet de texte sur les modalités de 2008 qui ne comporte pas de crochets, était un bon candidat pour l'ensemble de récolte hâtive.

Cependant, lors de la réunion d'autres pays, notamment le Japon, ont prévenu que, bien que la disposition soit considérée comme « stable », elle ne rendrait pas compte à elle seule de l'équilibre négocié à l'égard de l'accès aux marchés qui existe actuellement dans le texte sur le projet de modalités de 2008.

Davantage de documents sont attendus d'ici la fin de l'année

Le groupe du G-20 a également demandé que le Secrétariat de l'OMC fasse le point, à l'intention des membres, sur l'utilisation de la concurrence à l'exportation (subventions à l'exportation, crédits à l'exportation, garanties de crédit à l'exportation et programmes d'assurance, entreprises commerciales d'État et aide alimentaire).

Le groupe du G-10 a également demandé que le Secrétariat produise des documents sur les restrictions à l'exportation, tandis que d'autres membres ont déclaré qu'ils envisagent également d'autres sujets agricoles pour un accord précoce. Des sources citent le Brésil qui déposera bientôt un document sur le coton.

Entre-temps, le Secrétariat se prépare à réunir de l'information sur les CT, la concurrence à l'exportation et les prohibitions et restrictions à l'exportation. L'ambassadeur Adank pense que certains de ces documents pourraient être diffusés avant la fin de 2012 et que le reste suivra au début de 2013.

Dans l'intervalle, il exhorte les délégations à réserver leurs commentaires jusqu'à ce que les documents aient été diffusés au lieu de « trop négocier » à l'avance au sujet de leur contenu.

Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire

Entre-temps, le groupe du G-33 a fait circuler un document officieux dans lequel il décrit un certain nombre de dispositions concernant la sécurité alimentaire qui permettraient que la détention de stocks par les pouvoirs publics et l'achat à des agriculteurs pauvres à des prix de soutien soient envisagés comme des subventions de la catégorie verte, car ils n'auraient pas d'effet de distorsion sur les échanges, a déclaré le Groupe.

Le Groupe a décrit cette proposition comme l'une des dispositions « stables » du projet de modalités de 2008 car, comme dans le cas de l'administration des CT, il n'y a pas de crochets autour du texte, et il a proposé que la disposition soit également énumérée parmi les enjeux de la récolte hâtive.

Les membres ont accueilli la proposition avec circonspection, comme l'a dit un fonctionnaire. Si certains pays du G-20 et du G-33 ont souligné son importance, compte tenu du prix élevé des aliments actuel, d'autres ont déclaré qu'ils ont besoin de plus de temps pour analyser les dispositions proposées. L'UE a demandé aux membres du G-33 d'expliquer de quelle façon les dispositions seraient utilisées, tandis que les États-Unis ont fait valoir que l'annexe B du projet de modalités de 2008 n'a pour ainsi dire pas été discutée en profondeur par les membres. D'autres, comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud, ont déclaré avec insistance que la réforme du commerce mondial en agriculture grâce à la conclusion du Cycle de Doha serait la meilleure façon de renforcer la sécurité alimentaire.

Des députés appellent à la conclusion du Cycle de Doha

Réunis dans le cadre de la conférence parlementaire annuelle sur l'OMC, le 16 novembre, plus de 250 députés et experts parlementaires assistant à la réunion organisée conjointement par l'Union parlementaire internationale (UPI) et le Parlement européen, ont déclaré qu'ils utiliseraient « tous les outils politiques à leur disposition » pour faire aboutir le Cycle de Doha.

Dans un communiqué diffusé à la fin de la réunion, la conférence s'est dite « vivement préoccupée par la stagnation des négociations », a dit souhaiter « des résultats équilibrés et néanmoins ambitieux, dans une optique de développement », et a insisté « sur la nécessité de parvenir rapidement à des résultats sur les questions liées au développement ».

Les pourparlers qui se sont tenus lors de la conférence ont porté sur des questions telles que l'importance de commerce dans la lutte contre l'augmentation du chômage dans le monde ainsi que le rôle de l'OMC comme filet de sécurité contre la croissance du protectionnisme au lendemain de la crise financière mondiale.

« L'heure est venue de reconsidérer la nature du secteur financier et sa place dans la mondialisation. Le défi consiste à rééquilibrer les systèmes financier et commercial mondiaux pour qu'ils bénéficient aussi aux pauvres », ont déclaré les députés dans leur déclaration finale, ajoutant que le Cycle de Doha « est un élément clé de la solution ».

L'OMC, ont-ils ajouté, « a besoin d'une dimension parlementaire concrète et forte dans son travail », compte tenu du rôle que jouent les parlementaires pour « exercer un droit de regard sur les négociations commerciales internationales et superviser l'application des accords commerciaux ».

Partenariat transpacifique

Un pays de l'ANASE de plus est intéressé à se joindre aux pourparlers du PTP. À l'occasion de la visite que le président Barack Obama a effectuée en Thaïlande, pendant qu'il se rendait au Cambodge pour assister au Sommet de l'Asie de l'Est, le président américain et le premier ministre thaï, M. Yingluck Shinawatra, ont tenu une conférence le 18 novembre pour annoncer que la Thaïlande est intéressée à se joindre au Partenariat transpacifique (PTP).

Ce geste n'est que la première étape pour se joindre au groupe, qui compte désormais 11 pays, car chacun des pays membres actuels du PTP devra approuver la demande de la Thaïlande avant que des consultations au sujet de son adhésion puissent commencer. Le gouvernement thaï aurait également besoin de l'approbation de son Parlement avant de pouvoir entamer les négociations avec les membres du PTP.

L'intérêt que manifeste la Thaïlande à se joindre aux négociations devrait être largement accueilli par les membres actuels du PTP, dont la stratégie consiste à étendre l'accord aux pays de la Coopération économique Asie-Pacifique. Ils considèrent également qu'il s'agit d'un moyen de contrer d'autres négociations de libre-échange régionales qui doivent démarrer plus tard cette semaine, en marge du sommet de l'Asie de l'Est.

Les observateurs prévoient le lancement officiel du Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) (partenariat économique régional global) ou ANASE + 6, qui regroupe les pays de l'ANASE (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Myanmar, Cambodge, Laos et Vietnam) et l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et la Chine (qui, comme le prétendent certains, a été délibérément tenue à l'écart de l'accord du PTP).

Le gouvernement de la Thaïlande considère le PTP comme une occasion d'avoir un accès accru au marché américain, mais également à ceux du Canada et du Mexique, avec lesquels le pays n'a pas d'ALE. Jusqu'à présent, les intervenants thaïs ont formulé des préoccupations au sujet de certains secteurs sensibles, notamment les finances, la technologie de l'information et des communications, la propriété intellectuelle et les télécommunications.

Prochains événements

- Conférence ministérielle de l'AECG, 22-23 novembre 2012
- Plurilatérale sur les services, décembre 2012
- XV^e cycle du PTP, 3-12 décembre 2012, Auckland
- Conseil général de l'OMC, 11-12 décembre 2012
- CM9, décembre 2013, Bali
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 26 mars, 4 septembre, 12 novembre 2013

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada